



## Le minimum social garanti : un droit

***La discussion sur le revenu minimum social garanti ne pose pas seulement un problème moral, humanitaire ou de justice. Elle s'inscrit dans la crise de civilisation amorcée depuis une quinzaine d'années qui masque la crise économique.***

Cette crise de civilisation a commencé avec la mondialisation de la production, l'épuisement des sources de productivité dues à l'organisation du travail (le taylorisme), la décadence du système fordiste-keynésien qui en découle et la mise en œuvre des nouvelles technologies - avant tout l'informatique. L'informatique et la robotique développent prodigieusement la productivité. Elles tendent à exclure l'homme du travail direct dans la production, dans l'industrie comme naguère dans l'agriculture. Aux Etats-Unis, 3% de la population active suffisent à assurer une production telle que le seul problème est celui de son écoulement, (comme en Europe et au Japon). La production des biens industriels suit le même chemin. La conséquence, c'est le chômage structurel des pays industrialisés. C'est aussi la dévalorisation du travail salarié. Chassés de la production, les travailleurs sont de plus en plus obligés d'accepter des emplois sous-payés, précaires et sans garanties, essentiellement dans les « services » et les petits boulots. Pour maintenir la compétitivité, le patronat cherche à réduire les garanties de l'ensemble des travailleurs, à supprimer les acquis

de la société keynésienne, à grignoter la Sécurité sociale, à substituer une assurance contractée par les individus au droit à la retraite et à la santé.

Socialement, cela signifie la baisse du niveau de vie pour la majorité des travailleurs, la misère et l'insécurité pour des milliers d'hommes et de femmes. Economiquement, cela signifie que la production croissante se heurte à une consommation stagnante ou même en recul que ne vient pas compenser celle du « Tiers-Monde », de plus en plus paupérisé, tandis que l'investissement cherche des profits plus rapides dans la spéculation plutôt que dans la production. Le cercle « vertueux », de la production et de la consommation devient un cercle vicieux qui nous conduit à une dépression mondiale plus grave encore que celle de 1929.

Cette évolution éclaire le « traitement social du chômage ». On multiplie les TUC à 1 250 francs par mois, les mesures comme les SIVP qui permettent aux employeurs une main d'œuvre presque gratuite, des pseudo-stages d'insertion ou de formations qui débouchent rarement sur un emploi stable. Cette panoplie

améliore les statistiques du chômage mais développe la misère et la précarité. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les mesures promises par Chirac, Barre et le PS pour les chômeurs de longue durée et les « pauvres ». La société capitaliste couvre des dépenses relativement importantes pour le prétendu « traitement social du chômage » : 196.4 milliards en 1986. Mais à condition d'offrir un simulacre de rémunération pour un simulacre d'emploi ou de formation. En 1948, sous prétexte de reprendre les idées de Louis Blanc ou les Ateliers Nationaux, le gouvernement bourgeois payait ainsi les chômeurs parisiens pour déplacer la terre d'un bout à l'autre du Champ de Mars ; les travailleurs ont répondu à cette atteinte à la dignité par l'insurrection de juin 1848. En 1988, droite et socialistes entendent toujours sauvegarder à tout prix le principe sacro-saint du capitalisme : la seule source de revenu doit être le profit ou le travail salarié, mais, quand les robots et l'informatique tendent à remplacer les hommes en travail direct dans la production des richesses, c'est précisément ce principe qui est battu en brèche. Il y a 130 ans, dans les « Extraits », Marx avait



**Yvan CRAIPEAU**  
*Le minimum social  
garanti : un droit*

**2A Autogestion  
L'Alternative PSU**  
N°212 11 avril 1988

cette réflexion prophétique : « Dans la mesure où se développe la grande industrie, la création de la richesse véritable dépend moins du temps de travail et de la quantité de travail impliqué, que de la force des agents qui sont mis en mouvement au cours du temps de travail, force qui, à son tour n'a elle même aucun rapport avec le temps de travail immédiatement dépensé pour les produire, mais qui dépend plutôt du niveau général de la science et des progrès technologiques, autrement dit de l'application de cette science à la production... Dès que le travail, dans sa forme immédiate, a cessé d'être la grande source de la richesse, le temps cesse nécessairement d'être la grande source de richesse, le temps cesse nécessairement d'être sa mesure et, par suite, la valeur d'échange cesse d'être la mesure de la valeur d'usage. »

Nous sommes au début de cette évolution prévue par Marx.

Le revenu doit nécessairement être déconnecté du travail salarié. Sinon la réduction du temps de la consommation conduira à la catastrophe, les richesses produites par les machines constituent une richesse sociale. Une partie doit être distribuée. Pour commencer à ceux auxquels la société n'est plus capable de fournir un travail normalement rétribué. C'est ce que A. Caillé appelle avec raison un revenu de citoyenneté.

Ce droit à un revenu minimum est reconnu par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. L'évolution technologique l'impose aujourd'hui. Non seulement par exigence morale, mais pour des raisons économiques. Pour maintenir le principe du salariat, les libéraux de droite et de gauche sont prêts à déboursier plus de 200 milliards par an (ce qui du reste n'excède pas le déficit de l'EDF, prévu en 1991, pour promouvoir le nucléaire). Distribuer un revenu

minimum garanti de 3 000 francs par mois à 4 millions de chômeurs et de précaires coûterait 114 milliards, L'opposition à cette mesure n'est pas financière. Elle est politique.

Le minimum social garanti n'est pas une allocation de charité, ni même de solidarité. C'est un droit. Comme le droit à la santé. Il ne peut être soumis à aucune contrepartie de pseudo-travail ou de pseudo-stage. Celui qui en bénéficiera doit pouvoir compléter ses ressources comme il l'entendra, pour obtenir le niveau du SMIC. Comme l'écrit P. Juquin, il est incroyable que, dans la société actuelle, des hommes et des femmes ne disposent pas même d'un revenu égal au SMIC.

**Yvan CRAIPEAU**



**Chômeurs américains faisant la queue pour les allocations en 1938**  
*Une situation durable de surproduction qui aboutit à la Grande Dépression*